currencer avec mon argent, j'avais un budget de peinture et de nettoyage, de face lifting, de 1 000 \$ par station, et eux, ils avaient des budgets de 50 000 \$ chacun, avec mon argent. J'ai dû travailler très fort pour les faire fermer ces quatre stations, mais j'ai réussi. Parce qu'elles n'avaient pas l'idée de l'entreprise privée. On ne se levait pas à 5 heures du matin pour aller chercher les clients. Et c'était l'argent du peuple, l'argent du gouvernement. C'était facile, administrer avec l'argent du gouvernement. Mais dès qu'on leur a demandé si on privatise... vous allez voir qu'il va y avoir des ajustements. Regardez ce qu'on fait quand c'est privatisé.

En terminant, monsieur le Président, parce que je pensais que j'avais 20 minutes. Je ne sais pas pourquoi, vous me dites que cela ne fait même pas 10 minutes. Peut-être que je pourrai continuer. . .

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): Je regrette de devoir interrompre le député, qui est sur sa lancée, mais, après 15 heures, il disposera encore de dix minutes pour terminer son discours, puis il y aura une période de dix minutes pour les questions et les observations.

Comme il est 13 heures, je quitte maintenant le fauteuil pour le reprendre à 14 heures.

(La séance est levée à 13 heures.)

REPRISE DE LA SÉANCE

La séance reprend à 14 heures.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LA TAXE SUR LES PRODUITS ET SERVICES

M. Jack Iyerak Anawak (Nunatsiaq): Monsieur le Président, les habitants du Nord continuent à s'opposer au projet de la taxe sur les produits et services. Selon le gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, la taxe est injuste et tombe au mauvais moment. Le chômage augmente. Les taux d'intérêt sont trop élevés. L'économie est en récession. La hausse des prix qu'occasionnera la TPS ne pourrait pas tomber à un plus mauvais moment.

Le prix des produits et des services dans le nord du Canada est déjà, en moyenne, 44 p. 100 plus élevé que dans le sud. Dans les collectivités isolées de l'Arctique, les prix peuvent être 100 p. 100 plus élevés. En raison de ces prix plus élevés, la valeur du crédit de la taxe de vente fédérale sera beaucoup plus basse pour la famille canadienne du nord que pour celle du sud.

Article 31 du Règlement

Sous le régime de la taxe sur les produits et services, le prix du transport des marchandises envoyées vers le nord sera imposé.

Le conseil régional de Kitikmeot a adopté le mois dernier une résolution disant simplement que les effets de cette taxe vont être terribles pour tous les habitants du Nord.

Les Territoires du Nord-Ouest ne veulent pas de la TPS. Le gouvernement doit tout de suite en abandonner le projet.

LE DÉCÈS D'ED BARRETT

M. Doug Fee (Red Deer): Monsieur le Président, avec le décès de son ancien maire Ed Barrett, Red Deer a perdu l'un de ses plus éminents citoyens. J'ai eu le privilège d'être une des nombreuses personnes à assister au service religieux célébré à la mémoire de ce dirigeant chéri et respecté de la communauté.

M. Barrett a consacré sa vie à servir sa communauté. Il a été pendant 13 ans membre du conseil municipal, et maire de 1965 à 1974; il a été président de l'Alberta Urban Municipalities Association et a joué un rôle très actif dans son Église, en particulier à la chorale, où il était réputé pour sa belle voix.

Il a pris sa retraite en 1974 et a été nommé citoyen de l'année de Red Deer. Mais il ne s'en est pas tenu là, il s'est occupé très activement d'organiser les associations de personnes âgées et on l'a encore entendu chanter à l'hôpital la semaine dernière.

Le souvenir d'Ed Barrett restera vivant dans nos mémoires à bien des titres, mais surtout pour l'honnêteté et l'intégrité dont il a fait preuve. Il a été un exemple pour tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître.

L'ÉCONOMIE

M. Ken Atkinson (St. Catharines): Monsieur le Président, plusieurs points mentionnés dans le récent rapport du Conseil économique du Canada ont été commodément oubliés par bien des critiques de l'opposition.

D'après ce rapport, pour que l'industrie et les travailleurs s'adaptent aux nouveaux marchés et aux nouvelles structures du commerce international, il faut insister davantage sur le recyclage à tous les niveaux que sur des programmes passifs de soutien du revenu.

Le conseil demande plus de coopération entre tous les paliers de gouvernement, les travailleurs et les employeurs en ce qui concerne le recyclage et d'autres questions économiques importantes, afin de réaliser un meilleur équilibre entre les politiques budgétaire et monétaire.